

Gouverner la France depuis 1946 : Etat, gouvernement, administration et opinion publique.

Problématique : comment évolue le rôle de l'Etat du gouvernement et de l'administration face aux besoins de l'opinion publique ?

I. L'Etat au cœur de l'économie et de la société française (1944-1958). Le changement de place de l'Etat dans l'économie et dans la société française dans le contexte de la reconstruction et de la IVe République :

A. L'héritage de Vichy (Cécile Desprairies) :

Argument : le régime de Vichy par son action rend nécessaire la refonte du rôle de l'Etat après la guerre. Cette volonté de modernisation se met rapidement en place dans le contexte de la reconstruction de la France.

Exemples : place des experts avec ENA, INSEE, INED (1945), Commissariat au Plan (1946), nationalisations (SNCF, Air France), politique keynésienne (20% de la pop. active dans le secteur public fournit 25% des investissements).

B. Le développement de la protection sociale :

Argument : la protection sociale faisait partie du programme du CNR, elle est donc mise en œuvre pour satisfaire l'opinion publique après guerre.

Exemples : Programme du CNR (1944), création de la Sécurité Sociale (1945), Allocations Familiales, HLM (1947), SMIG (1950), 20% du revenu des ménages est socialisé dans les années 1960.

C. Place de l'Etat dans les relations sociales :

Argument : IVe République un régime parlementaire instable mais une administration stable. Des relations triangulaires : Etat, patronat, syndicat qui fonctionnent dans le cadre du compromis keynésien, des Trente Glorieuses, et d'une information très contrôlée par l'Etat. Cependant un Etat qui négocie tout de même au niveau local.

Exemples : Loi sur les négociations collectives de 1950, place des réseaux d'actions publiques (Ordre des Médecins, FNSEA, ..), ouvrage du sociologue Pierre Grémion (« Le pouvoir périphérique », 1976), ORTF.

Bilan : Dans les années 1950, une forme « d'économie concertée » qui s'appuie sur trois piliers : impulsion étatique (voir direction pour certains secteurs), économie de marché, corporatisation des intérêts.

II. Les changements dans les années 1960 et 1970 (Ve République gaullienne) : passage d'un modèle de gouvernement parlementaire à un modèle décisionnel avec le gaullisme.

A. Le modèle décisionnel gaullien :

Arguments : l'arrivée au pouvoir de De Gaulle, et la mise en place de la Ve République avec son régime semi-présidentiel inaugure un nouveau modèle que l'on qualifie de décisionnel, car les grandes décisions sont prises au sommet de l'Etat.

Exemples : bains de foule, conférences de presse pour la recherche de légitimité en plus de celle du suffrage universel (1962), figure du technocrate, loi Pinay (1958), Plan Armand-Rueff (1960), grands programmes modernisateurs (CEA, Plan Calcul, TGV, Concorde,..), DATAR (1963) et villes nouvelles (SQY, Evry-Sénart,..).

B. Les limites du pouvoir décisionnel :

Arguments : ce modèle décisionnel trouve des limites politiques (recherche de majorité au Parlement), économiques (reconstitution et affirmation du patronat), et sociales (revendications à droite avec le poujadisme et à gauche avec les ouvriers). D'où la nécessité de négocier.

Exemples : bipolarisation de la vie politique sous la Ve République, André Azrou président de l'Association générale des Grandes entreprises (années 1960- 1970), poujadisme (1953-1958), émeutes de St Nazaire (1955), grande grève des mineurs (1963), accords de Grenelle (1968), 5^e semaine de congés payés en 1981 + semaine de 39h et retraite à 60 ans.

C. Les nouveaux mouvements sociaux :

Argument : au milieu des années 1960, la société évolue, les enfants du baby-boom arrivent à l'âge adulte et on assiste à un saut générationnel après 1965 avec une jeunesse qui n'a pas connu la guerre.

Exemples : mouvement féministe (MLF), progrès de la condition féminine (1965 pleine capacité juridique, 1970 autorité parentale), mouvement étudiant en mai 1968, démocratisation (massification ?) de l'enseignement, baisse de l'âge de la majorité à 18 ans en 1974, projet de « nouvelle société » de Jacques Chaban-Delmas (1^{er} ministre de Pompidou de 1969 à 1972).

III. Les transformations profondes depuis les années 1980 : la reconfiguration de l'Etat.

A. La mondialisation :

Arguments : les années 1980 voient la mondialisation s'accroître. Le néo-libéralisme américain triomphe, le New Public Management s'impose dans un contexte où le compromis keynésien ne fonctionne plus, et où la dette est transférée aux marchés financiers. Le rôle de l'Etat évolue et on ne gouverne plus la France comme dans les années 1950 à 1970 : l'interventionnisme étatique recule mais l'Etat Providence persiste dans un contexte de fragilisation sociale (coût social du libéralisme).

Exemples : mondialisation, FTN, politique de rigueur de Pierre Mauroy en 1983, privatisations des entreprises (1986-1988, 1993-1995 au moment des deux cohabitations (Chirac, puis E. Balladur) sous la présidence de F. Mitterrand, RGPP (2007), MAP (2012)

B. L'Européanisation :

Arguments : L'intégration de la France à une organisation supranationale européenne (nécessaire dans le cadre de la mondialisation + aspect politique), génère des contraintes supplémentaires tandis que l'Etat abandonne une partie de ces prérogatives régaliennes qui servaient de variables d'ajustement (monnaie, lois, douanes). Cela entraîne des réactions dans l'opinion publique.

Exemples : Acte Unique (1986), Traité de Maastricht (1992), refus de la constitution européenne (2005), 25% des lois françaises sont des retranscriptions des directives européennes, 80% des décisions nationales sont concertées au niveau européen.

C. La territorialisation de l'administration :

Arguments : dans le contexte des années 1980 et jusqu'à aujourd'hui, la recherche de solutions face à la dette (détenue par des marchés financiers) passe par le transfert de compétences aux collectivités territoriales (plus proche des citoyens) dans le cadre de la décentralisation.

Exemples : lois Defferre (1982-1983), réforme constitutionnelle de 2003 (Etat est décentralisé), passage au quinquennat en 2007 donc fin des cohabitations, et contestations de l'opinion publique qui perdent en légitimité. 70% des dépenses publiques sont liées aux collectivités territoriales aujourd'hui.

Conclusion : l'Etat et avec lui son administration se sont modernisés depuis 1946. L'évolution politique, économique et sociale des Trente Glorieuses aux Vingt Piteuses a conduit l'Etat à revoir ses missions. En même temps l'Etat a accru son action sociale (CMU en 1999) et la libéralisation de l'économie a renforcé le coût social de la libéralisation. Donc, contrairement à certains discours, l'Etat est toujours et de plus en plus présent dans la vie des Français, même si son administration recule, que le gouvernement se fait de manière concertée, et que l'opinion publique se manifeste de plus en plus (cf. mouvement « Nuit Debout » qui se tient malgré l'état d'urgence).

Indications chronologiques :

1944-1946 : mise en place du Gouvernement Provisoire de la République Française sous la direction du général De Gaulle. Mise en place de l'Etat Providence.

1946-1958 : IVe République et absence de De Gaulle sur la scène politique. Instabilité ministérielle mais continuité du personnel administratif. Interventionnisme étatique.

1958 : début de la Ve République. De Gaulle président (1958-1969) mais pas encore de suffrage universel

1965 : suite à la réforme constitutionnelle de 1962, le président de la République est pour la 1^{ère} fois élu au suffrage universel.

1969 : démission de De Gaulle. Georges Pompidou élu président (1969-1974, meurt en cours de mandat)

1974-1981 : Valéry Giscard d'Estaing président (centriste)

1981-1995 : deux septennats de François Mitterrand, ponctuée de deux périodes de cohabitation en 1986-1988 et 1993-1995.

1986 : Acte Unique Européen (entrée des dispositions communautaires dans le droit national)

1992 : Traité de Maastricht instituant l'Union Européenne

1995-2007 : septennat, puis quinquennat de Jacques Chirac (RPR, droite)

2002 : passage à l'euro.

2007-2012 : quinquennat de Nicolas Sarkozy (UMP, droite) + 2012-aujourd'hui : quinquennat de François Hollande (PS, gauche)